INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 21 mars 2022**

* Les Bourses européennes ont débuté la semaine sur une note prudente ce lundi, dans un contexte toujours marqué par la guerre en Ukraine. Au son de la cloche, le CAC 40 a ainsi perdu 0,57% à 6 582,33 points et l’EuroStoxx 50 a abandonné 0,35% à 3 888,59 points. A Wall Street, la prudence est également de mise : le Dow Jones et le Nasdaq Composite se replient respectivement de 0,65% et 0,55%, en fin d’après-midi.
* Evoluant de manière incertaine dans la matinée, les places financières du Vieux Continent ont finalement pris le chemin de la baisse dans l'après-midi. Les investisseurs restent sur leurs gardes alors que la guerre continue de faire rage en Ukraine et que les discussions entre les belligérants patinent. A cet égard, l'Union européenne envisage de prendre de nouvelles sanctions à l'encontre de la Russie.
* La prise de parole à 17h de Jerome Powell, le président de la Fed, n'a pas permis aux indices de se redresser.
* Sur le front des statistiques, la journée s'est révélée particulièrement calme. Seuls les prix à la production en Allemagne figuraient au programme. Il ont augmenté de 1,4% en février sur un mois (après +2,2% en janvier et contre un consensus de +1,7%) et de 25,9% sur un an (après +25% en janvier et contre un consensus de +26,2%).
* Les cours du Brent grimpent de 5,2% lundi à 113,82 dollars le baril, alors que le conflit en Ukraine ne trouve pas de résolution, et que l'Arabie Saoudite a subi une attaque en provenance du Yémen. D'une part, en représailles à l'agression de Moscou, certains pays européens font pression pour un nouveau train de sanctions et évoque un bannissement du pétrole russe, tout comme l'ont fait les Etats-Unis il y a quelques jours.

Dans le second cas, des installations pétrolières saoudiennes ont été attaquées durant le weekend par des rebelles Houthis originaires du Yémen, forçant la compagnie nationale Aramco à réduire sa production. Dans une déclaration auprès de médias officiel, Riyad a déclaré lundi que le royaume "ne portera pas la responsabilité d'une éventuelle pénurie de pétrole sur les marchés mondiaux à la lumière des attaques contre ses installations par les milices terroristes Houthis".

Enfin, Aramco, qui a présenté dimanche des résultats annuels records, avec notamment un bénéfice net qui a plus que doublé à 110 milliards de dollars, a annoncé une augmentation de ses dépenses de production de pétrole pour répondre à la demande croissante d'énergie.

* Lors de sa réunion spéciale, le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque d'Egypte a décidé de relever le taux de dépôt au jour le jour, le taux de prêt au jour le jour et son principal taux directeur de 100 points de base pour les porter à 9,25 %, 10,25 % et 9,75 %, respectivement. Le taux d'escompte a également été rehaussé de 100 points de base pour atteindre 9,75 %.

" Les pressions inflationnistes mondiales ont commencé à se développer après que l'économie mondiale ait émergé des perturbations causées par la pandémie de Covid-19. Ces pressions se sont amplifiées avec le récent conflit Russie-Ukraine. La hausse des prix internationaux des produits de base résultant de nouvelles perturbations de la chaîne d'approvisionnement (...) a aggravé les pressions inflationnistes intérieures ainsi que les déséquilibres extérieurs ", a indiqué la Banque centrale pour justifier sa décision.

La livre égyptienne a chuté lundi de près de 14% alors que 18,22 livres sont désormais nécessaires pour obtenir un dollar.

* Bpifrance a effacé les effets de la crise dès 2021, enregistrant un résultat net record de 1,83 milliard d’euros contre une perte de 121 millions d’euros en 2020. Le produit net bancaire a bondi de 135,4% à 2,92 milliards d’euros. Le coût du risque ressort en forte diminution (75 millions d’euros en 2021 vs 462 millions d’euros en 2020) en dépit du maintien d’un niveau de provisionnement conservateur. 25 milliards d'euros ont été injectés directement par Bpifrance dans les entreprises.

Commentant ces résultats, Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance, a déclaré : " Bpifrance, après avoir joué son rôle de banque contracyclique, accompagne la relance et la projection vers France 2030, en renforçant la souveraineté industrielle du pays et en soutenant les projets de décarbonation des entreprises. L'année 2021 a été historique pour Bpifrance avec un bénéfice net de 1,8 milliard d'euros et une hausse de ses capitaux propres de 4,7 milliards d'euros, hors dividendes versés ".

* Les perspectives de croissance du PIB mondial se sont considérablement détériorées, car les problèmes d'inflation s'intensifient et l'invasion de l'Ukraine par la Russie menace les approvisionnements énergétiques mondiaux, prévient Fitch Ratings. L'agence de notation a réduit de 0,7 point à 3,5% son estimation d'expansion de l'économie mondiale cette année. Ses prévisions sont abaissées de 1,5 point à 3% pour la zone euro et de 0,2 point à 3,5% pour les Etats-Unis.

Ces nouvelles projections reflètent l'effet négatif de la hausse des prix de l'énergie, mais aussi un rythme de relèvement des taux d'intérêt américains plus rapide que prévu. 7 hausses sont anticipées. La prévision de progression du PIB en 2023 a été rabotée de 0,2 point à 2,8%.

" Les problèmes d'inflation et les chocs d'approvisionnement pourraient avoir un impact beaucoup plus lourd sur la croissance du PIB mondial s'ils entraînaient un resserrement beaucoup plus brutal de la politique monétaire, s'ils poussaient les prix du pétrole à 150 dollar le baril pendant une période prolongée et s'ils étaient associés à un rationnement énergétique généralisé en Europe ", prévient Fitch Ratings.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, Thales (+2,45%) et Dassault Aviation (+4,03%) ont été portées par des notes favorables d'Exane BNP Paribas.
* De leur côté, les valeurs liées au pétrole ont profité de la montée des cours de l'or noir (+6,42% pour le baril de Brent vers 17h40), à l'image de Vallourec (+4,32%), CGG (+6,70%) ou Rubis (+4,01%).
* En revanche, Safran (-2,80%) a pâti du crash d'un Boeing 737-800 en Chine et Orpea (-3,57%) d'informations de presse évoquant un pré-rapport " accablant " de l'IGF et l'IGAS sur ses pratiques.
* Orpea accuse la plus forte baisse du SBF 120, avec un recul de 3,76% à 36,35 euros par action. Le Monde a eu accès à une synthèse détaillée du pré-rapport des inspections générales des finances et des affaires sociales portant sur les graves allégations relayées dans l’ouvrage « Les Fossoyeurs ». Le quotidien évoque une pré-rapport « accablant » dans lequel l’IGF et l’IGAS considèrent qu’Orpea poursuit en priorité un objectif de performance budgétaire qui contribue à la mauvaise qualité de vie des résidents et des soins qui leur sont prodigués.
* Worldline (+0,02% à 41,935 euros) a précisé son exposition à la situation en Ukraine et en Russie. Compte tenu du développement de la situation en Ukraine et du contexte géopolitique actuel, le spécialiste des paiements, en accord avec ses politiques internes, a immédiatement appliqué les sanctions internationales relatives à la Russie et entend les poursuivre autant que nécessaire.

Worldline précise que les volumes d'activité liés à la Russie sont limités, représentant environ 1,5% du chiffre d'affaires annuel 2021 proforma estimé du groupe sur les activités poursuivies. Ceci résulte principalement de ses activités d'acceptance opérées hors de Russie permettant aux consommateurs domestiques de réaliser des transactions online auprès de marchands internationaux non russes.

Plus généralement, sachant que le groupe n'a pas d'exposition à l'Ukraine, les autres pays d'Europe de l'est limitrophes à la Russie et à l'Ukraine représentent environ 1,5% du chiffre d'affaires annuel 2021 proforma estimé du groupe sur les activités poursuivies, dont environ la moitié sur les activités de traitements des transactions (Services Financiers) dans les pays Baltes. Ces activités ne sont pas perturbées par le conflit en Ukraine.

Par ailleurs, Worldline n'a pas d'exposition significative à des solutions ou des sous-traitants russes concernés par les sanctions ou qui pourraient l'être, du fait de sa politique de développement interne de ses propres solutions.

* Sword Group a annoncé l’acquisition de Ping Network Solutions. Dans un contexte boursier aujourd’hui porteur pour les valeurs technologiques, l’action du groupe présent dans les logiciels et les services informatiques a gagné 6,57% à 47,85 euros. Elle a même atteint en séance un plus historique à 48,85 euros. Il y a moins d’un mois, Sword Group avait annoncé la cession de son activité de logiciels de gouvernance à Riskonnect, une opération lui permettant « entre autres de financer de nouvelles acquisitions ".

La société a rapidement joint les actes à la parole en rachetant Ping Network Solutions, qui conçoit, fournit, met en œuvre et assure le support et la gestion des solutions de réseau à travers une clientèle internationale couvrant tous les principaux marchés verticaux, à savoir l'énergie, les services financiers, l'éducation, le secteur public, la fabrication et la construction.

Ce résultat est obtenu grâce à des partenariats clés avec des organisations de premier plan telles que Cisco (Gold Partner) et Palo Alto Networks, précise Sword Group.

Ping Network Solutions prévoit un chiffre d'affaires d'environ 13 millions d'euros pour 2022.

* Tipiak a terminé stable à 64,5 euros dans un volume très réduit d'échanges. Le capital flottant de la société familiale est extrêmement limité voire anecdotique. Le groupe agroalimentaire a réalisé en 2021 un résultat net en hausse de 25% à 4 millions d'euros. Le résultat opérationnel s'est établi à 7,1 millions, en progression de 12,7% grâce à la croissance des ventes de la marque Tipiak, au fort rebond des ventes de produits traiteurs en France et à la maîtrise des coûts opérationnels.

Dans un environnement complexe et incertain, le groupe a mis en place les plans d'action et les moyens nécessaires pour permettre de préserver au mieux ses positions commerciales et ses équilibres financiers.

Tipiak a notamment soutenu le développement de la marque Tipiak en France et à l’International et a poursuivi son programme d'investissement à hauteur de 12,5 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires est ressorti à 211 millions, en hausse de 6%. Sur la période, les ventes du secteur Froid ont grimpé de 13% alors que celles du secteur Sec sont en baisse de 4,1% après une année 2020 exceptionnelle liée au Covid. Les ventes à marque Tipiak, en France et à l'International, ont progressé de 4,5% et représentent 69 du chiffre d'affaires total.

En termes de perspectives, le groupe s'attend à ce que les tensions inflationnistes sur les prix d'achat (matières premières et énergies) et sur les autres coûts soient particulièrement fortes en 2022.

Dans un contexte complexe et instable, Tipiak maintient sa politique de renforcement de ses parts de marché et de soutien à la croissance de l'activité grâce notamment à ses dépenses publicitaires, à l'innovation produits et à la poursuite de son programme d'investissements industriels.

Le groupe envisage la poursuite de la progression des ventes et la consolidation des résultats économiques en 2022.

Tipiak précise que ces perspectives restent conditionnées par le niveau de la consommation en France et à l'International, par l'évolution des prix de vente aux clients et des prix d'achat des matières premières et de l'énergie.

* Un Boeing 737-800 de la compagnie China Eastern Airlines s’est écrasé ce lundi sur une montagne dans le sud-ouest de la Chine. Plus de 130 personnes étaient à bord de ce vol qui reliait Kunming et Canton. Aucun bilan humain n’est disponible pour le moment et les raisons du crash sont encore inconnues. Sans attendre d’en savoir plus, China Eastern Airlines a suspendu tous les vols des appareils de ce type, selon la presse officielle chinoise. Plus de 100 appareils pourraient être concernés. A Wall Street, Boeing chute de 3,51% à 185,91 dollars par action.

Il faut dire que ce crash ravive les mauvais souvenirs liés au 737 MAX. Ce dernier avait causé deux catastrophes aériennes (Indonésie en 2018 ; Ethiopie en 2019), faisant un total de 346 morts.

Par la suite, ce modèle d'avion avait été interdit de vol dans le monde entier pendant près de 2 ans et conduit Boeing à passer d'importantes charges dans ses comptes. La route avait été longue pour regagner la confiance des autorités de régulations et des compagnies clientes.

**ANALYSES**

* L'énergie n'est pas le seul domaine crucial où la guerre en Ukraine vient remettre en question le modèle européen. Depuis le début du conflit, l’inquiétude gagne aussi le monde agricole : des carburants aux engrais en passant par l'alimentation animale, les prix explosent à cause de l'arrêt ou de l'incertitude planant sur les flux en provenance d'Ukraine et de Russie. Alors que les éleveurs, les maraîchers, les céréaliers ou les sucriers tirent la sonnette d'alarme, le branle-bas de combat est désormais décrété dans les institutions européennes.

Lundi, les ministres de l'Agriculture des 27 se sont réunis au Conseil, à Bruxelles, pour chercher des parades. Jeudi, ce sera au tour des eurodéputés de mettre la pression à la Commission européenne, avec l'adoption attendue d'une résolution appelant à des mesures d'urgence. Elles sont sur le feu. La Commission les présentera officiellement ces prochains jours mais les grandes lignes figurent déjà dans un document transmis aux Etats membres.

Il indique d'abord que des fonds de la « réserve de crise agricole » devraient être débloqués pour aider au stockage de la viande porcine, une filière déjà en difficulté. Signe de l'importance de la crise, ce serait la première fois que l'UE aurait recours à cet outil d'urgence créé en 2013. D'autres fonds européens pourraient être mobilisés. Une version provisoire du plan que prépare la Commission, dévoilée lundi par Agence Europe, évoque un total de 500 millions d'euros d'aides ainsi mobilisés rapidement.

A l'image de ce qui se fait déjà face à la hausse des prix de l'énergie, le cadre européen des aides d'Etat va en outre être assoupli pour faciliter les soutiens nationaux aux agriculteurs. Des avances sur le versement des aides directes liées à la Politique agricole commune (PAC) sont aussi sur la table.

Pour soutenir la production, l'exécutif européen va aussi proposer, comme le demande notamment la France, de suspendre ou d'atténuer les règles que devait imposer la future PAC sur les terres en jachère. L'objectif est « de pouvoir utiliser ces terres pour la production protéinique » afin de nourrir les élevages, a indiqué jeudi dernier le commissaire à l'Agriculture, Janusz Wojciechowski.

« C'est nécessaire pour compenser la perte des récoltes de l'Ukraine. Cela permettrait de remettre en culture quatre millions d'hectares dans l'UE », a salué lundi la ministre autrichienne Elisabeth Köstinger. L'effort est jugé d'autant plus nécessaire que l'Europe est aussi mise au défi d'assumer une solidarité accrue envers l’Afrique, dont des pans sont menacés de famine par la crise d'approvisionnement engendrée par le conflit.

Ces mesures de court terme font consensus. Mais les discussions sont plus tendues sur le moyen et le long terme, avec en question de fond l'impact de la récente stratégie « Farm to Fork », qui vise à réduire d'ici à 2030 de moitié l'usage de pesticides, de 20 % celui d'engrais et à consacrer un quart des terres au bio. Cette feuille de route « verte » , qui risque de réduire, au moins dans un premier temps, la production et les rendements agricoles, est remise en cause par de nombreux Etats, eurodéputés et experts au nom de la « souveraineté alimentaire » de l'UE.

Jeudi dernier, Emmanuel Macron a demandé que cette stratégie bâtie « dans un monde avant la guerre en Ukraine » soit revue, martelant qu'« en aucun cas l'Europe ne peut se permettre de produire moins ». « C'est une question de bon sens. Il faut faire ces transitions environnementales, mais il nous faut à la fois assumer notre rôle nourricier, ce volet de production » alors que la guerre laisse planer la menace d'« une crise alimentaire à l'échelle mondiale », a plaidé lundi le ministre français, Julien Denormandie.

La Commission européenne s'est pour l'instant montrée très réticente à une remise en question des objectifs de verdissement de l'agriculture européenne, estimant qu'« ils vont dans le sens de la sécurité alimentaire ».

**L’AGENDA DU 22 mars 2022**

**11h00 en zone euro**

Production du Secteur de la Construction